

## LA PAROLE À... XAVIER

“

# ABROGATION DE LA LRU !

**Le numéro de septembre de la revue donnait une analyse de la loi LRU dite « loi Péresse ».**

**Depuis, les campus universitaires sont en ébullition. Nous avons demandé à Xavier, étudiant à Nanterre, membre du BN de l'Unef pour la Tendance pour une Unef Unitaire et Démocratique (TUUD) de faire le point...**

**DE : Quelles sont les mesures de la loi Péresse qui touchent le plus les étudiants et les mettent en colère ?**

Xavier : Les étudiants ont compris que cette loi fait peser la menace de l'augmentation des frais d'inscription et la sélection à l'entrée de l'université. Mais il y a également une compréhension chez les étudiants mobilisés que l'introduction de financements privés va renforcer les inégalités entre universités et filières : s'ils financent l'enseignement supérieur, les patrons favoriseront ce qu'ils jugeront rentable. Certaines filières sont donc menacées à court terme. Le journal patronal *Capital* explique ouvertement dans son numéro de novembre que des universités comme celles de Saint-Etienne ou de Nîmes n'ont plus de raison d'être.

Nous nous battons aussi contre l'adaptation du contenu des diplômes aux besoins patronaux. Avec la LRU, les formations liées à la recherche, les formations d'élite seraient réservées à une élite, et on irait vers la généralisation de diplômes de type licences pro : Licence pro chargé de clientèle Crédit Mutuel, Licence back et Middle office CIC... des sous-diplômes qui ne forment qu'à un poste précis dans une entreprise précise et ne donnent pas accès à une qualification reconnue dans les conventions collectives. La professionnalisation ne permet pas de mieux s'insérer dans le monde du travail, au contraire, c'est le plus court chemin vers la précarité. Tous les étudiants mobilisés n'ont pas forcément une position clairement définie contre la professionnalisation mais le mouvement a déjà permis de commencer à battre en brèche les conceptions libérales en la matière.

**DE : Comment s'organise la mobilisation ?**

X. : Un cartel d'organisations de jeunesse (JC, FSE, SUD, JCR) opposées à la loi et les militants de la TUUD s'est formé à la rentrée et a commencé un travail d'information des étudiants. Rapidement des AG se sont réunies, dans lesquelles l'abrogation a été

revendiquée dès le début. Les décisions se prennent en AG. Une coordination nationale des délégués élus par les universités en grève s'est tenue très tôt, il y a un mois, ce qui a permis de proposer des perspectives au niveau national.

Pour réunir les étudiants, donner la possibilité à tous d'échanger les points de vue et de se mobiliser, la seule possibilité est de passer à un moment ou à un autre par le blocage qui permet de supprimer les cours. Sans piquets, pas de droit de grève effectif pour les étudiants.

**DE : Quelle est l'attitude des organisations étudiantes ?**

X. : L'Unef a participé à la construction du mouvement en organisant des AG dans un grand nombre d'universités, mais la direction de l'Unef n'a jamais cru à l'abrogation de la LRU, elle cherche de fait un accord avec le gouvernement.

A gauche de la direction de l'Unef, différentes forces syndicales, politiques tentent de construire le mouvement de manière massive, unitaire et en même

temps offensive, dans la perspective d'un affrontement d'ensemble avec le gouvernement. Le travail, notamment des militants de la TUUD et de SUD-étudiants est essentiel dans la construction du mouvement. Cependant, il existe aussi une tendance à l'extrémisme verbal, à la condamnation des organisations qui « manipulent » le mouvement, au rejet de toute stratégie réfléchie d'élargissement du mouvement, tendance que ne savent pas toujours éviter les organisations radicales.



PHOTOS : M. MIGNÉAU

**DE : Quelles relations le mouvement étudiant entretient-il avec les personnels enseignants et BIATOS, avec l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche ?**

X. : Les étudiants mobilisés comprennent qu'ils ont intérêt à se battre avec les salariés de leurs universités, qu'ils sont tout autant voire plus atteints par cette loi. Obtenir la solidarité des profs et des personnels non-enseignants est particulièrement important face à la répression, aux interventions policières, pour que le mouvement étudiant ne soit pas isolé. Dans plusieurs universités, les profs et les personnels se sont même mis en grève.

**DE : Quelles sont maintenant les perspectives ?**

X. : Nous sommes désormais le seul secteur en grève reconductible, mais les lycéens sont en train de nous rejoindre. Vu l'affaiblissement du gouvernement avec les multiples grèves et surtout avec le mouvement des cheminots, il est possible de gagner sur le retrait de la LRU avec un mouvement lycéens-étudiants très massif qui s'adresse aux salariés, en premier lieu ceux de l'Éducation nationale. ●

